

Numéro 175 du 17 novembre 2008

Communiqué du SNTRS-CGT

UN TOURNANT HISTORIQUE POUR LA RECHERCHE!!!

Après 59 ans d'existence, le CNRS est menacé comme l'ensemble de la recherche et de l'enseignement supérieur. Sans la mobilisation des personnels aujourd'hui, ils ne seront plus jamais les mêmes! Luttons aujourd'hui pour exister demain!

Le Premier Ministre Fillon à l'Institut Pasteur a annoncé le 14 novembre 2008, que le gouvernement créera un institut unique pour la recherche dans le domaine des sciences de la vie et de la santé, conformément aux propositions du rapport de la commission d'audit de l'AERES sur l'INSERM. Largement influencée par l'Elysée, composée majoritairement d'universitaires étrangers et de mandarins à la retraite connus pour leurs positions réactionnaires, cette commission a dépassé son strict mandat d'évaluation de l'INSERM. Elle préconise de liquider le CNRS, l'INSERM. Elle propose de reculer de façon significative l'âge de recrutement en créant une période de non titulaire de plusieurs années pour toutes les disciplines et toutes les catégories. Elle recommande le recrutement direct de tous les personnels par les seules universités, la limitation de la démocratie dans les instances et la baisse drastique du coût des personnels de gestion administrative. Elle liquide ainsi le statut de titulaire.

Les deux groupes de travail institués par la ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, Mme Péresse, vont incessamment rendre des conclusions similaires sur les sciences de la vie et sur le logiciel. Le CNRS perdant la biologie et l'informatique se réduira à court terme aux seules sciences de la matière, car dans un tel contexte de démantèlement la place des sciences de l'homme et de la société sera elle aussi fragilisée.

Le 13 novembre 2008, la ministre a annoncé la réforme des services du ministère. Elle renforce les pouvoirs de contrôle de la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation sur les EPST, afin de piloter directement leur activité et de leur performance, y compris sur les aspects financiers. Elle place les rapports entre les EPST et les universités sous la tutelle d'un service pour la coordination stratégique et les territoires. Elle crée une agence de service public « indépendante du ministère » qui négociera les contrats avec les universités.

Le contrôle politique de la recherche est établi à marche forcée, la démocratie est muselée et le statut de titulaire n'existera plus pour les futurs salariés de la recherche. Cette politique n'épargnera ni les universités, ni leurs personnels. Sous prétexte « d'excellence », deux types hiérarchisés d'universités sont instaurés, les universités de recherche et les autres. Sous prétexte de modulation, les charges de service des enseignants augmenteront pour la majorité d'entre eux. Sous prétexte d'amélioration des carrières des IATOS, la ministre annonce des primes qui viendront récompenser les « personnels investis dans le passage à l'autonomie », selon sa déclaration du 6 novembre aux 20 présidents des universités à autonomie élargie.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels à exprimer leur refus de cette politique. La bataille sera longue, il faudra agir avec détermination et esprit unitaire. Les enjeux sont déterminants, car la casse complète du service public de recherche et d'enseignement supérieur est l'objectif du gouvernement.

Le SNTRS-CGT appelle l'ensemble des personnels titulaires et précaires des EPST et des Universités à se mobiliser pour deux journées d'action qui compteront :

- le 20 novembre avec l'ensemble des personnels de l'enseignement et de la recherche ;
- et le 27 novembre pour bloquer le CA du CNRS et manifester au ministère puis à l'ANR.

Villejuif le 17 novembre